



NEMROD

Enjeux Contemporains de Défense et de Sécurité

Veille stratégique - Défense et Sécurité
SEMAINE DU 10 AU 16 JUIN 2019

SOMMAIRE :

AFRIQUE	2
AMERIQUE - ETATS-UNIS	6
ASIE – PACIFIQUE.....	12
EUROPE.....	14
PROCHE & MOYEN ORIENT.....	16



AFRIQUE

SOUDAN : ENTRE SECURITE ET DEMOCRATIE

Voilà plus de deux mois maintenant que le régime du président soudanais Omar El-Béchr a été renversé. Le 11 avril passé, l'armée soudanaise déposait ce dernier, quelques jours après l'occupation de la place centrale de Khartoum par sa population, laissant espérer une union militaro-civile pour une transition démocratique.

Ces espoirs semblent désormais bien loin, suite aux violences du 3 juin dernier et la dispersion violente du *sit-in* de la place de Khartoum par les forces de soutien rapide du général Mohamed Hamdan Dagalo dit « Hemetti ». Le bilan de cette journée est particulièrement lourd, avec plus d'une centaine de morts parmi les civils, et de nombreux blessés. Ces forces d'intervention rapides avaient déjà été employées face aux manifestants mais c'est surtout dans les massacres perpétrés au Darfour dans les années 2000 qu'elles ont fait leurs armes, sous la férule du général Hemetti et de son maître de l'époque, le président déchu El-Béchr.

L'emploi de ces forces et l'ampleur de la répression illustre le nouveau climat qui s'est installé au Soudan. Le conseil militaire de transition du général Abdel Fattah Abdelrahman Bourhan avait annoncé au lendemain du massacre la fin des discussions avant de se rétracter dès le jour suivant se déclarant ouvert à des négociations sans restrictions. De l'autre côté, les civils par la voix de l'association des professionnels soudanais s'opposaient à toute négociation avec les militaires, désormais hors de propos tant que les responsables de la tuerie n'auront pas été écroués.

Un nouveau bras de fer s'est engagé entre les militaires et les civils dans la condamnation de cette répression qui conditionne désormais l'avenir de la transition. Si les premiers ont regretté que des « erreurs se soient produites » les seconds demandent l'ouverture d'une enquête internationale pour juger les responsables du massacre, ce que les militaires dénoncent comme une ingérence. Face au blocage, une médiation extérieure semble devenir le seul recours. Le 7 juin dernier, le président éthiopien Abiy Ahmed qui bénéficie d'une image de pacifiste depuis la réconciliation entre l'Ethiopie et l'Erythrée l'année passée s'est rendu à Khartoum pour rencontrer les opposants et tenter de trouver une solution à la crise.



Seul, il apparaît toutefois peu probable qu'il parvienne à conduire les deux camps à une solution pacifique. Le 6 juin dernier, l'union africaine avait annoncé suspendre la participation du Soudan au sein de l'organisation jusqu'à l'établissement d'une autorité civile de transition, mais ces mesures semblent d'ores et déjà insuffisantes. Les civils sont soutenus par les Etats Unis, le département américain a en effet dépêché sur place mercredi dernier un émissaire spécial, l'ancien diplomate Donald Booth pour rencontrer les deux camps. Depuis lors, le mouvement de désobéissance civile mis en place suite aux répressions a été levé par les civils, mais l'issue du bras de fer reste encore incertaine, au regard des soutiens du conseil militaire de transition.

Nombre d'acteurs internationaux s'agitent dans cette crise, si les Etats Unis sont en faveur des civils, son poids est à nuancer au regard de l'intervention des Emirats, de l'Arabie Saoudite et de l'Egypte en faveur des militaires au nom de la « stabilité ». Le général Hemetti avait notamment rencontré le 24 mai dernier le prince saoudien Mohammed ben Salman. Pour rappel, les Etats-Unis sont actuellement engagés au Yémen aux côtés des saoudiens et des émirats face aux rebelles houthistes, la marge de manœuvre de la diplomatie américaine risque donc d'être limitée.

De la même manière, une médiation onusienne semble peu probable. Le 5 juin dernier une initiative du conseil de sécurité portée par le Royaume-Uni et l'Allemagne visant à condamner les violences avait été bloquée par Moscou et Pékin. Si les puissances occidentales et notamment la France se sont montrées « préoccupées » par les agissements du conseil militaire, la portée de leurs déclarations demeure faible.

Le pays semble clivé entre d'un côté, un conseil militaire représentant aux yeux de certaines puissances la stabilité dans le pays, et par extension dans la région et d'un autre, les civils incarnant une issue démocratique pour les puissances occidentales. Les espoirs des premiers jours se sont bels et bien évanouis.

SAHEL : LA FRANCE DEMANDE UN RENFORT DES FORCES SPECIALES EUROPEENNES



En visite au 4^e régiment d'hélicoptères des forces spéciales à Pau, ce jeudi 13 juin, la ministre des armées Florence Parly a lancé un appel aux pays européens en vue d'obtenir un engagement plus significatif en bande sahélo-saharienne, en particulier au travers de l'envoi de forces spéciales. Aujourd'hui, 23 armées européennes sont présentes d'une manière ou d'une autre au Sahel. Pour la plupart, il s'agit d'une présence très limitée, parfois symbolique, et pour la quasi-totalité d'entre elles dans un rôle « non-combattant » : certaines au sein de la mission de maintien de la paix des Nations Unies (MINUSMA), comme l'Allemagne (400 soldats), les Pays-Bas (250) et la Belgique (90), d'autres dans le cadre de la mission européenne de formation de l'armée malienne EUTM Mali, et d'autres encore au sein de l'opération Barkhane sous commandement français, qui mobilise 4 500 militaires, soutenus par plusieurs centaines d'opérateurs des forces spéciales (*Task Force Sabre*).

Pour les missions onusienne et européenne, cet engagement ressemble davantage à de la présence et à de la communication politique plutôt qu'à une action militaire réellement stabilisatrice. En effet, les soldats européens ne sortent que très rarement de leurs camps pour patrouiller ; surprotégés derrière de hauts « *besco bastions* » construits par le génie. Même les hélicoptères de combat engagés par les Allemands ou les Néerlandais, censées apporter un appui aérien rapproché aux Casques bleus, n'ont jamais eu à ouvrir le feu.

Au sein de la force Barkhane, à Gao, un détachement estonien d'infanterie est déployé depuis le mois d'août 2018. Il est composé d'une cinquantaine de soldats répartis en deux sections. Les soldats estoniens assurent essentiellement des missions de protection et de défense de la plateforme opérationnelle-désert (PfOD) de Gao, un point d'appui permanent qui constitue avec Niamey l'une des principales bases de Barkhane. Dans le droit fil de cette mission principale, ils conduisent également des missions de surveillance et de filtrage aux abords de la base française et effectuent des patrouilles régulières dans la ville de Gao ainsi que dans sa proche périphérie. Depuis juillet 2018, les Britanniques participent également à l'opération

Barkhane en déployant 3 hélicoptères de transport lourd Chinook sur cette même base de Gao, permettant un soutien logistique essentiel à la force, en particulier vers les bases avancées de Tessalit, Kidal et Gossi, la dernière-née.

La France a donc réitéré une demande constante depuis plusieurs années réclamant une contribution supplémentaire des Européens à la stabilisation du Sahel. Selon



Florence Parly, outre la formation et le financement des armées locales, les pays européens doivent accompagner sur le terrain l'opérationnalisation de la force conjointe du G5 Sahel. Les unités de forces spéciales européennes, organisées en petits groupes de combat mobiles et discrets, semblent parfaitement adaptées pour s'insérer au sein des troupes locales. Pour Florence Parly, elles sont donc toutes désignées pour mener à bien cette mission. La France entend s'appuyer sur l'Initiative Européenne d'Intervention (IEI), lancée en juin 2018 en dehors du cadre de l'UE et réunissant 11 nations européennes, pour mettre sur pied cette *task force* européenne de forces spéciales au Sahel. Selon la ministre, « les retours sont encourageants ».



AMERIQUE - ETATS-UNIS

LE CONGRES MET LA TURQUIE EN DEMEURE DE CHOISIR ENTRE LE F-35 ET LE S-400

Dans une tribune du *New York Times*, les présidents bipartisans des comités sénatoriaux à la Défense et aux Relations extérieures ont adressé un ultimatum clair à Ankara. Les législateurs américains menacent ainsi la Turquie de passer un texte rendant impossible l'acquisition par Ankara du chasseur furtif multirôle de cinquième génération F-35 en cas d'achat du système de défense antiaérienne longue portée russe S-400. Le cas échéant, il serait mis un terme à toute participation des industriels turcs au programme, que ce soit au niveau de la fabrication que de l'approvisionnement ou de l'entretien. De surcroît, en cas de réception effective par Ankara du S-400, la Turquie tomberait sous le coup de sanctions économiques prises en vertu de la loi dite CAATSA (*Countering America's Adversaries Through Sanctions Act*).

Dans leur texte, les Sénateurs mettent en exergue les coûts économiques, estimés à plus d'un milliard de dollars, que représenterait pour la Turquie l'abandon du programme F-35 mais aussi le coût géopolitique d'un éloignement de l'Otan au profit d'un rapprochement avec Moscou. Au plan politique, ils soulignent les limites du dialogue diplomatique direct entre les présidents Erdogan et Trump, rappelant le rôle déterminant du Congrès en matière d'affaires étrangères.

LE COMITE AUX FORCES ARMEES DE LA CHAMBRE DES REPRESENTANTS PRESENTE SA PROPOSITION DE LOI D'AUTORISATION DE LA DEFENSE

Le Comité aux Forces armées de la Chambre des Représentants a adopté jeudi 13 sa proposition de loi d'autorisation de la Défense, par 33 voix contre 24 et à l'issue d'un débat particulièrement animé. Ce dernier traduit la vivacité de l'opposition entre Républicains et Démocrates, alors même que, traditionnellement, les lois finançant la Défense font l'objet d'un assez large consensus bipartisan.

Le texte adopté propose un budget d'un montant de 733Mds\$ pour la Défense américaine, marquant une victoire démocrate puisque les Républicains défendaient une cible de 750Mds\$. Certaines mesures ont fait l'objet d'un consensus bipartisan, en particulier une hausse de la solde des militaires de 3,1%. Néanmoins, nombre de points furent l'objet de dissensions marquées, parmi lesquels les amendements portés



par les Républicains en faveur du déploiement de têtes nucléaires de faible puissance sur les SNLE et facilitant le transfert de fonds destinés à la Défense vers le financement des travaux d'infrastructure à la frontière américano-mexicaine. Sur ces deux volets, les Démocrates l'ont emporté.

Désormais, le texte sera voté par l'ensemble de la Chambre des Représentants, où il sera examiné la semaine prochaine. Ensuite, la Chambre et le Sénat devront travailler à l'élaboration d'un texte de consensus, ce qui s'étendra sur l'été et l'automne, avec des négociations difficiles en perspectives.

SOMALIE - VISITE DU COMMANDANT D'*AFRICOM*

Le général Thomas D. Waldhauser, commandant de l'*Africa Command*, a rencontré à Mogadiscio l'ambassadeur des Etats-Unis en Somalie, Donald Yamamoto. Les deux hommes se sont entretenus avec le Premier ministre Hassan Ali Khaire ainsi que des responsables de la Défense somalienne, afin d'évoquer les perspectives futures d'action pour les Etats-Unis dans le pays, en proie à une instabilité systémique depuis désormais une vingtaine d'années. Le général Waldhauser a estimé que des progrès avaient été accomplis dans la reconquête du terrain occupé par les combattants islamistes des Shebabs, affiliés à Al-Qaïda. Il a néanmoins reconnu le caractère très incrémental de ces progrès et leur réversibilité. Un exemple de ces progrès fragiles, outre les frappes régulièrement conduites par les drones et avions américains, est une offensive lancée par les forces somaliennes en partenariat avec les forces de la mission de l'Union africaine pour la Somalie (AMISOM). La sécurisation des gains territoriaux issus de cette opération nécessitera néanmoins un soutien international. Un autre signe d'amélioration peut être lu dans la réinstallation d'une mission diplomatique américaine dans le pays en décembre dernier. Plus largement, l'enjeu pour le gouvernement de Mogadiscio est de regagner le contrôle de pans entiers du territoire somalien et d'y redéployer son action de service public afin de retisser un lien de confiance avec la population, rendue très méfiante par son organisation clanique et la corruption endémique du gouvernement somalien, méfiance décuplée par le niveau critique de pauvreté dans le pays, qui constitue un terreau favorable au recrutement par des groupes islamistes ainsi que pour les activités de piraterie. Les Etats-Unis déploient environ 500 soldats en Somalie dans la lutte contre les Shebabs.

CRIMEE : LE RENSEIGNEMENT AMERICAIN SIGNALE UN RENFORCEMENT DU DISPOSITIF MILITAIRE RUSSE



Plusieurs responsables du renseignement américain ont souligné le renforcement des capacités de défense russes sur la péninsule de Crimée. En mettant ces propos en relation avec de nouveaux clichés dévoilés par l'entreprise d'images satellitaires *Planet Labs*, il est vraisemblable que ce renforcement se soit traduit par l'installation de cinq batteries antiaériennes *S-400* (près de Kerch, de Feodosia, de Sébastopol, de Dzhankoi et de Yevpatoriya), trois batteries antiaériennes *S-300*, le déploiement d'avions de combat sur quatre emplacements ainsi que la modernisation d'infrastructures. En consolidant ainsi son dispositif A2/AD en Crimée, Moscou pourrait viser un accroissement de son contrôle sur la mer Noire afin de peser sur tout déploiement occidental dans la région tout en protégeant la flotte russe de la mer Noire, récemment renforcée.

Pour rappel, depuis 2014, la Russie a doublé le nombre de soldats présents en Crimée en y déployant un bataillon de troupes aéroportées, atteignant un total d'environ 30000 hommes. Selon le renseignement américain, Moscou projeterait d'en déployer 13000 supplémentaires dans les quatre prochaines années. Au plan aérien, la Russie disposerait de 81 aéronefs en Crimée, tandis qu'au plan naval, la flotte russe de mer Noire s'est vue renforcée par 10 navires susceptibles de mettre en œuvre le missile de croisière *Kalibr*, à savoir 6 sous-marins d'attaque de classe *Kilo* et 4 navires de surface, ce qui renforce ses capacités de frappe longue distance.

DEBUT DE L'EXERCICE *BALTOPS 2019*

Dimanche 9 juin, la quarante-septième édition de l'exercice *BALTOPS 2019* a été lancée en mer Baltique. Cet exercice, le premier mené par la *2nd Fleet* américaine depuis son rétablissement en août 2018, rassemble près de 8 500 personnels, des navires et des avions de 16 Etats de l'Otan ainsi que la Suède et la Finlande. L'exercice qui doit se terminer le 21 juin, vise à renforcer les coopérations dans cette région ainsi que la disponibilité et la réactivité des armées représentées dans des opérations, en particulier amphibies, en mer Baltique. La région reste un lieu de tension avec la Russie alors qu'une importante base navale est toujours active dans l'enclave de Kaliningrad entre la Pologne et la Lituanie. Pour l'instant, la flotte russe ne semble pas avoir altéré son comportement en réponse à l'exercice. Cependant, des plans existent au cas où la Russie interagirait avec les troupes déployées pour l'exercice. Cette interaction serait compréhensible car la Russie est un État riverain de la mer Baltique. Les amiraux Lewis (*Vice Adm.*, commandant de la *2nd Fleet*) et Burns (*Rear Adm.* commandant de l'*United Kingdom Maritime Forces* et second de Lewis pour la durée de l'exercice) ont insisté sur le fait que cet exercice ne doit pas être perçu comme une provocation mais bien comme une contribution à l'effort de dissuasion dans la région.



POLOGNE : DEPLOIEMENT DE 1000 SOLDATS AMERICAINS SUPPLEMENTAIRES

Alors que les négociations sont toujours en cours entre Washington et Varsovie quant au futur de la présence militaire américaine en Pologne, les contours semblent se dessiner plus précisément. Les accords préliminaires récusent toute installation de base permanente et entérinent le principe de déploiements par rotations. Il y a ainsi 4500 militaires américains déployés en Pologne qui se relaient régulièrement. Néanmoins, le dispositif militaire américain dans le pays sera bien renforcé par le déploiement d'un millier de soldats supplémentaires ainsi que d'un escadron de drones *MQ-9 Reaper*. Un quartier-général américain devrait également être créé, ainsi qu'un nouveau centre d'entraînement au combat à Drawsko Pomorskie.

Ces précisions se dessinent alors que le président Trump rencontrait son homologue polonais Andrzej Duda à la Maison-Blanche mercredi 12. Cette dynamique traduit la prise en compte par Washington des inquiétudes de ses alliés d'Europe orientale devant ce qui est vu comme un durcissement de la menace russe, elle-même considérée comme une priorité par les Etats-Unis.

FUSION ENTRE RAYTHEON ET UNITED TECHNOLOGIES CORPORATION

Événement majeur dans l'industrie aéronautique et de l'armement, largement commenté par la presse économique et de défense, les groupes *Raytheon* et *United Technologies Corporation* ont annoncé leur fusion dans une nouvelle entité dénommée *Raytheon Technologies Corporation* qui sera basée près de Boston. L'accord devrait prendre place durant la première moitié de l'année 2020. La nouvelle entité aura des activités dédiées pour moitié au secteur civil et pour moitié au secteur militaire, avec des ventes estimées à 74Mds\$ pour 2019 et une capacité d'investissement en R&D estimée à 8Mds\$. L'essentiel de cet effort de recherche devrait être dédié à des programmes de technologies militaires, en particulier les missiles hypersoniques, les lasers, les systèmes ISR en environnement contesté, les systèmes de protection cyber pour les aéronefs.

Selon certains analystes, le Pentagone ne devrait pas opposer de résistance à cette fusion majeure, néanmoins, le président Trump s'est dit préoccupé par le risque de réduction de la concurrence qui serait préjudiciable aux forces armées.

De fait, la nouvelle entité constituera la deuxième plus grande firme de défense derrière *Lockheed Martin*, et s'inscrit dans une dynamique de consolidation du secteur



de la défense aux Etats-Unis ces 18 derniers mois, avec l'acquisition de *CSRA* par *General Dynamics*, d'*Orbital ATK* par *Northrop Grumman* et la fusion entre *L3* et *Harris*.

ACCORD MAJEUR ENTRE *LOCKHEED MARTIN* ET LE PENTAGONE SUR LES PROCHAINES LIVRAISONS DE *F-35*

Le Pentagone a signé un accord avec *Lockheed Martin* sur la livraison des prochains lots de *F-35* sur les prochaines années. Cet accord, marqué par une baisse du prix unitaire de l'appareil, porte sur un montant colossal de 34Mds\$ qui couvre les lots 12, 13 et 14, soit un total estimé à 478 avions de différentes versions, dont 157 pour le lot 12.

LE PENTAGONE CONFRONTE A DE NOUVELLES FAILLES TECHNOLOGIQUES DU *F-35*

Le *F-35*, d'après des documents du Pentagone obtenus par *Defense News*, reste criblé de failles et de défauts qui mettent en danger les pilotes et en doute la capacité de l'appareil à réaliser au mieux ses missions. Par exemple, les pilotes de *F-35 B* et *C* ne peuvent pas dépasser une certaine vitesse de peur d'endommager la cellule ou la couche furtive de l'avion. Les pics de pression au sein du cockpit peuvent causer des douleurs importantes au niveau des oreilles ou des sinus des pilotes alors que des défauts dans le casque ont aussi été identifiés. Seuls quelques uns des problèmes identifiés ont été exposés et examinés par les médias mais aussi par le Congrès : cela révèle un manque de transparence sur les manquements du système le plus cher mais aussi le plus prometteur acquis par le Pentagone et 11 autres Etats.

Le Pentagone doit se prononcer d'ici la fin de l'année 2019 sur la fin de la phase de développement de l'appareil et le passage à une production à plein régime. Ainsi, les déficiences identifiées du *F-35* doivent être réglées avant le début de cette nouvelle phase : pour cela, le Département devra réduire son investissement dans les rénovations et remises à niveau d'appareils déjà en service. Même avec ces réductions, le *F-35 Joint Program Office* risque de ne pas avoir résolu tous les problèmes avant la fin de l'année. Mais le *Vice-Adm. Mat Winter*, directeur du programme *F-35* au sein du Pentagone, pense que neuf des treize problèmes principaux devraient avoir été résolus ou minimisés d'ici la prise de décision et deux devraient être pris en compte par des logiciels futurs. Mais deux restent sans réponse et le *F-35 Joint Program Office* ne semble pas, d'après les documents, avoir l'intention de les corriger en acceptant le risque encouru. Winter maintient qu'aucun des problèmes identifiés ne représente un danger majeur pour les pilotes, les missions ou l'intégrité de l'appareil



en lui-même. Les problèmes actuels peuvent avoir « un impact sur la mission » mais pouvant être réglés/contournés par le pilote dans l'immédiat avant qu'ils ne soient corrigés « dans un temps futur ».



ASIE – PACIFIQUE

JAPON : VISITE HISTORIQUE DE SHINZO ABE A TEHERAN

Le Premier ministre japonais s'est rendu du 12 au 14 juin à Téhéran pour une visite officielle encouragée par Donald Trump lors de son passage à Tokyo. Cette visite, la première d'un chef de gouvernement japonais depuis la révolution iranienne de 1979, intervient alors que l'Iran menace de relancer ses centrifugeuses si les sanctions américaines ne sont pas allégées avant le 7 juillet prochain.

Du fait de ces sanctions les importations japonaises de pétrole iranien ont dû cesser plus tôt cette année. La politique de défense du Japon repose sur l'allié américain et Shinzo Abe peut se prévaloir d'une bonne relation avec Donald Trump, ce qui n'empêche pas Tokyo de faire ouvertement état de son soutien pour l'accord sur le nucléaire iranien de 2015 (JCPOA). Dans ce cadre, l'objectif annoncé de Shinzo Abe était de désamorcer l'escalade des tensions entre les Etats-Unis et Téhéran bien que des diplomates japonais aient relativisé les résultats à attendre quelques jours avant la rencontre avec le président Rohani et l'ayatollah Khamenei.

A l'issue des discussions, pendant lesquelles le Premier ministre a insisté sur l'importance du respect du JCPOA par l'Iran, Shinzo Abe a annoncé que Téhéran voulait la paix et ne « souhaite pas produire, posséder ou utiliser d'armes nucléaires ». La rencontre ne s'est pourtant pas traduite par une évolution notable de la position iranienne, Ali Khamenei ayant réaffirmé ne pas accepter de négociations sous la pression de sanctions économiques, et l'attaque de deux pétroliers norvégien et japonais le même jour a placé le Premier ministre japonais dans une position délicate. De retour à Tokyo, celui-ci les a ainsi dénoncées fermement et ce quelle que soit leur origine tout en appelant à la retenue. Il s'agit en tout cas d'une visite historique qui s'inscrit dans la volonté de Shinzo Abe de laisser sa marque sur la politique étrangère japonaise, chose permise par sa longévité inhabituelle à la tête du pays.





EUROPE

AIRBUS OCTROIE DES COMPENSATIONS POUR LES RETARDS DU PROGRAMME A 400 M

Le vendredi 14 juin, un accord a été conclu par l'OCCAR pour dédommager les Etats membres du programme A 400M, lésés par les retards de livraison soit l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni, l'Espagne, la Turquie, la Belgique et le Luxembourg. Au terme de cet accord, Airbus ne pourra pas avoir à prendre en charge de possibles sanctions du fait des retards ; le nouveau calendrier de livraison comprend désormais 15 appareils en 2019, 11 en 2020, et 8 à 11 en 2021.

La compensation financière des retards passera en grande partie par des réductions sur le coût d'entretien des appareils. En définitive, le contrat portant sur le programme a été maintenu jusqu'en 2030, ce qui n'exclut pas de prévoir des prolongations.

POLOGNE : ACCELERATION DE L'ACQUISITION DU CHASSEUR F-35

D'après un communiqué du ministre polonais de la défense Marius Blaszczak, Varsovie souhaite faire avancer l'acquisition des F-35 de manière "rapide et effective". Le gouvernement polonais est en tractations avec Washington pour acquérir 32 appareils américains, ce qui achèvera de le positionner comme l'allié à toute épreuve des Américains sur le continent européen. Les 16 premiers avions seraient livrés avant 2026. Pour compléter la modernisation de ses forces aériennes, la Pologne compte au reste acquérir un lot de F-16.

Parmi les autres clients potentiels du F-35, on peut relever la présence de Singapour, la Grèce, la Roumanie et l'Espagne. C'est du moins ce que signale un écrit officiel du Pentagone dévoilé en avril dernier devant la chambre des représentants.

ITALIE : ACQUISITION DE 13 M-345 POUR 300 MILLIONS



D'EUROS

Leonardo a signé cette semaine un accord avec le ministère italien de la défense pour lui fournir des avions d'entraînement, ainsi que des simulateurs de vol et d'appui logistique pour une période de 5 ans. L'appareil entrera en service en 2020 ; un total de 45 avions d'entraînement sera fourni par Leonardo au terme de ce programme.

BULGARIE : L'ARMÉE DE L'AIR REMPLIRA UNE MISSION DE POLICE DU CIEL EN MACEDOINE

Le 12 juin, le premier ministre bulgare, Boyko Borisov, a confirmé que la Bulgarie surveillerait les cieux macédoniens, à l'issue d'une rencontre avec le premier ministre de l'Etat qui, désormais, s'appelle la Macédoine du Nord - après la résolution d'un conflit avec la Grèce. Cette mission sera initiée lorsque la Bulgarie aura reçu ses nouveaux F-16, prévus pour cette année.

Dès 2016, Sofia avait dénoncé les incursions fréquentes d'avions russes dans son espace aérien, ou dans les zones qui relevaient de sa responsabilité ; c'est ainsi que la Bulgarie, membre de l'OTAN depuis 1997, participe activement aux opérations de police du ciel menée sous l'égide de l'Alliance.

.



PROCHE & MOYEN ORIENT

TURQUIE : TRACTATIONS SUPPLÉMENTAIRES À PROPOS DU GAZ CHYPRIOTE

Cette semaine a vu un nouveau développement des tensions attenantes à l'extraction du gaz chypriote. Ces tensions se placent à un triple niveau, sur le plan économique, diplomatique, et militaire, et ne font que reconduire et prolonger le conflit gelé sur l'île.

En effet, le 14 juin a vu le sommet européen, regroupant les membres du MED 7, se tenir à La Valette. Cela a été l'occasion de définir les camps et les intérêts quant à l'exploitation du gaz à Chypre. Le consortium « Aphrodite », regroupant les entreprises *Shell*, *Noble Energy* et *Delek*, ont annoncé un revenu de 9,3 milliards sur 18 ans à Chypre-Sud. Face à ces revenus qu'ils considèrent comme spoliés aux chypriotes turcs, le navire *Fatih* avait été envoyé forer dans la région. Le président Macron a ainsi pris parti en faveur de la Grèce et de Nicosie, tout comme les Américains par le biais des menaces de Matthew Palmer, qui a rappelé que la présence militaire américaine était forte de près de 9000 soldats et 130 vaisseaux dans la région.

A ce premier narratif, le ministère des affaires étrangères turc en a appelé au droit international, et a souligné la nullité des conclusions de la MED7. Sur le plan militaire, le président Erdoğan a déclaré le maintien des troupes à Chypre. L'ajout d'enjeux économiques stratégiques dans la région ne fait donc qu'envenimer la situation.

SYRIE : CESSEZ-LE-FEU RATÉ POUR IDLIB

Dans un communiqué, le centre russe pour la réconciliation des parties en conflit en Syrie a indiqué : « À l'initiative de la partie russe, avec la médiation de la Turquie et de la Russie, un accord de cessez-le-feu a été conclu dans la zone de désescalade d'Idlib à partir du 12 juin à minuit ».

Toutefois, ni les combats ni les bombardements n'ont cessés. Le poste d'observation turc de Sher Maghar, tout proche de la ligne de front, fut même bombardé le 13 juin par un mortier, faisant, aux dires des Turcs, trois blessés parmi les soldats présents dans ce poste.

Si les Russes accusent *Hayat Tahrir al-Sham*, le gouvernement turc en impute la



responsabilité à l'armée arabe syrienne, déclarant que si de telles provocations venaient à se reproduire, il agirait en conséquence. Ce même jour, Mevlüt Çavuşoğlu, ministre turc des affaires étrangères, a également indiqué qu'un cessez-le-feu dans la région d'Idlib n'était pas possible. Les Turcs ont ainsi renforcé, durant le reste de la semaine, certains de leurs postes d'observations.

Ce dimanche, la tension est encore montée d'un cran. Le ministre turc de la défense a annoncé que l'armée arabe syrienne a, dans le courant de la journée, bombardé le poste d'observation de Morek. Les forces turques stationnées dans les postes de Sher Maghar et Morek ont, en représailles, pilonné les forces pro-Assad. Les villages de Tal Bazan et de Karim ont subi les frais de la riposte turque. Autant dire que l'imbroglio diplomatique demeure et les combats se poursuivent.

DAMAS ET MOSCOU S'ENTENDENT SUR LA GESTION DU PORT DE TARTOUS :

Le parlement syrien a ratifié mercredi 12 juin un projet de loi cédant la gestion, l'agrandissement et l'exploitation du plus grand port du pays à l'entreprise russe *Sroytransgaz* pendant 49 ans, ont annoncé les médias officiels syriens. Fondée en 1991, *Sroytransgaz* est l'une des plus grandes entreprises de construction en Russie. Elle appartient à 80% à l'oligarque lié au Kremlin Gennady Timtchenko.

Le projet de loi ratifié, qui doit encore être approuvé par le président syrien, établit un conseil d'administration chargé de superviser la gestion et le fonctionnement du port. Les six administrateurs seraient divisés à parts égales entre Damas et *Sroytransgaz*, mais la direction du conseil d'administration serait réservée à la société russe. L'accord exempte également l'entreprise du paiement des droits de douane sur les importations pour la durée des travaux d'expansion, qui devrait durer six ans.



NOTRE EQUIPE :

AMERIQUE : Xavier Marié, Simon Roche, Boris Delagenière, Thomas Péan, Adeline Afonso, Clémence Cassé, Lucie Haigneré, Salomé Sifaoui

AFRIQUE : Jean Galvé, William Lenfant, Sabil Zeroual, Edouard Josse, Camille De La Rochère, Ilan Garcia

ASIE - PACIFIQUE : Mathilde Tison, François-Xavier Le Quintrec, Gauthier Birkui, Aurélien Debièvre, Vincent Bernard-Lafoucrière, Fanny Hantute

EUROPE : Cyrille Bricout, Solène Moitry, Christophe Granata Goldman, Sara Valeri, Maxime Tamburello, Benjamin Helman, François Gaüzère-Mazauric, Paul Marion

PROCHE ET MOYEN ORIENT : Tanguy Sirot, Luc Vincent, Naël Madi, Côme Allard de Grandmaison, Constance Parpex, Cyril Blanchard

RUSSIE : Justine Gadon-Ferreira, Suzanne Kaltenbach, Lucille Laurent, Anne Maurin, Clara Arnaud

Direction éditoriale newsletter : Justine Gadon-Ferreira, Christophe Granata Goldman, François Gaüzère-Mazauric, Boris Delagenière